

Vu la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, notamment l'article 26, 3°;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu le protocole du 4 novembre 1987 contenant les conclusions des négociations tenues au sein du Comité de secteur X qui a l'enseignement de l'Etat dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité absolue de préserver l'existence des écoles belges en République fédérale d'Allemagne du fait de la fonction spécifique que ces écoles doivent remplir et vu l'urgence d'établir cette possibilité;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 18, 1er alinéa, de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. Tout établissement d'enseignement secondaire de plein exercice, créé ou subventionné par l'Etat, à l'exception des écoles belges situées en République fédérale d'Allemagne, doit satisfaire, à partir de l'année scolaire 1985-1986, aux minima de population scolaire suivants : »

Art. 2. L'article 37, § 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986 établissant, pour l'année scolaire 1986-1987, le nombre de périodes/professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les dispositions du présent chapitre sont d'application à partir du 1er septembre 1981 à tout établissement qui appartient à un centre d'enseignement.

Elles ne sont pas d'application pour les écoles belges situées en République fédérale d'Allemagne. »

Art. 3. Pour la création d'une option dans les écoles belges situées en République fédérale d'Allemagne, 4 élèves au moins sont exigés.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1987.

Art. 5. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 novembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

A. DUQUESNE

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 87 — 2501

Arrêté royal réglant l'accès
au registre national des personnes physiques,
en ce qui concerne les centres publics d'aide sociale

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre signature vise à réaliser l'exécution de l'article 5, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. Il s'agit en l'occurrence d'autoriser les centres publics d'aide

Gelet op de wet van 11 juli 1973 tot wijziging van de wet van 29 mei 1959, betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs, inzonderheid op artikel 26, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het protocol van 4 november 1987 houdende de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in de schoot van het Sectorcomité X bevoegd voor het Rijksonderwijs;

Gelet op de wetten op de Raad van State, getoërdineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het bestaan van de Belgische scholen in de Bondsrepubliek Duitsland moet verzekerd worden terwille van de specifieke functie die deze scholen daar te vervullen hebben en gelet op de hoogdringendheid deze mogelijkheid te verzekeren;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 18, eerste lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 18. Elke door het Rijk opgerichte of gesubsidieerde instelling voor secundair onderwijs met volledig leerplan, met uitzondering van de Belgische scholen gelegen in de Bondsrepubliek Duitsland, moet met ingang van het schooljaar 1985-1986 aan volgende schoolbevolkingsminima voldoen : »

Art. 2. Artikel 37, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 438 van 11 augustus 1986 tot vastlegging van het aantal uren/leerkracht voor het secundair onderwijs van het type I met volledig leerplan voor het schooljaar 1986-1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De bepalingen van dit hoofdstuk gelden met ingang van 1 september 1981 enkel voor de instelling die tot een scholengemeenschap behoort.

Ze zijn niet van toepassing voor de Belgische scholen gelegen in de Bondsrepubliek Duitsland. »

Art. 3. Voor de oprichting van een optie in de Belgische scholen, gelegen in de Bondsrepubliek Duitsland, zijn ten minste 4 leerlingen vereist.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1987.

Art. 5. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

A. DUQUESNE

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 87 — 2501

Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot het rijksregister van de natuurlijke personen, wat de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreft

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, beoogt de uitvoering van artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. In casu gaat

sociale d'accéder aux informations enregistrées dans le Registre national, créé conformément à la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

La disposition légale qui sert de support aux modalités d'exécution proposées implique que celles-ci ne doivent être soumises ni à l'avis préalable de la Commission consultative de la protection de la vie privée ni à la délibération du Conseil des Ministres.

Il se justifie d'autoriser dans le chef des centres publics d'aide sociale l'accès aux données concernées, auxquelles ils doivent faire appel pour pouvoir exécuter les obligations qui leur sont imposées notamment par la loi organique des centres publics d'aide sociale, par la loi instituant le droit au minimum de moyens d'existence et la loi relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale.

Il convient, en effet, dans un souci de meilleure administration, axée plus spécifiquement sur les besoins du client, d'autoriser les C.P.A.S. à accéder aux informations enregistrées et actualisées par le Registre national des personnes physiques, plutôt que de s'adresser par écrit aux administrations communales, ce qui entraîne des retards considérables dans la prise de décisions au sujet des demandes d'aide.

Le droit d'accès doit à l'évidence être organisé dans les limites des besoins et missions spécifiques des C.P.A.S. et dans le respect des règles de protection des données, qui sont prescrites par l'article 11 de la loi du 8 août 1983 précitée.

Commentaire des articles

L'article 1er autorise le secrétaire et le receveur ainsi que les fonctionnaires et agents désignés par eux, à accéder aux informations énumérées à l'article 3, alinéa 1er, 1° à 9° et au second alinéa de la loi du 8 août 1983 ainsi qu'à leurs modifications successives.

L'autorisation donnée au secrétaire et au receveur est liée à leur mission légale, le receveur étant personnellement responsable de leur exécution. Pour cette raison, il est désigné, outre le secrétaire, comme personne autorisée à désigner dans son service, des personnes habilitées à accéder aux informations.

Faisant suite à l'avis du Conseil d'Etat, des précisions sont inscrites dans le texte concernant le secrétaire et le receveur.

En ce qui concerne ce point, on doit savoir que :

1° Il entre dans les intentions du gouvernement de traiter de façon identique l'autorisation donnée au secrétaire et au receveur; l'interprétation de la déclaration du délégué du gouvernement, dont il est question dans l'avis du Conseil d'Etat, selon laquelle l'autorisation ne serait pas accordée au receveur intérimaire désigné par le conseil, repose sur un malentendu, le texte proposé par le Conseil d'Etat est en conséquence modifié.

2° Il n'entre pas toutefois dans les intentions du gouvernement — comme cela peut paraître de l'avis du Conseil d'Etat — de donner l'autorisation au receveur spécial visé à l'article 96 de la loi organique; néanmoins le gouvernement ne désire pas exclure expressément ce receveur spécial comme le Conseil d'Etat le propose et ceci pour laisser au secrétaire la possibilité de désigner ce receveur spécial en tant que fonctionnaire.

L'article 2 précise que les informations personnelles obtenues ne peuvent être utilisées qu'à des fins de gestion interne et qu'elles ne peuvent être communiquées à des tiers sans préjudice toutefois des besoins liés au fonctionnement efficace de l'administration. La gestion interne implique notamment la circulation de ces informations dans l'ensemble des services de l'organisme visé, y compris ceux qui n'ont pas obtenu, sur désignation du secrétaire ou du receveur, l'autorisation d'accès direct.

Il est toutefois nécessaire, d'une part pour éviter des interrogations superflues et répétitives du Registre national et assurer un fonctionnement administratif cohérent d'autoriser la communication des informations obtenues, au profit de différentes catégories limitativement énumérées, qui ne sont pas à considérer comme des tiers, dans les conditions définies, en ce qui concerne les limitations imposées pour la communication externe des informations en cause. Cette autorisation de communication implique la transmission possible, sur support informatique le cas échéant aux catégories concernées des informations obtenues.

het om het verlenen van toegang tot de informatiegegevens opgeslagen in het Rijksregister aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, opgericht overeenkomstig de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Krachtens de wetsbepaling waarop de voorgestelde uitvoeringsmaatregelen steunen, dienen deze noch aan het voorafgaandelijk advies van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te worden onderworpen, noch in de Ministerraad te worden beraadslaagd.

Het lijkt verantwoord de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegang te verlenen tot de betrokken gegevens omdat zij deze nodig hebben om de verplichtingen te kunnen uitvoeren die hun o.m. door de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de wet houdende instelling van het recht op een bestaansminimum en de wet betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zijn opgelegd.

Vanuit het streven naar een betere en klantvriendelijkere administratievoering past het om de O.C.M.W.'s toegang te verlenen tot de informatiegegevens die opgetekend zijn en bijgewerkt worden door het Rijksregister van de natuurlijke personen, veeleer dan dat zij zich schriftelijk dienen te wenden tot de gemeentebesturen wat soms heel wat vertraging meebrengt in de besluitvorming omtrent de aanvragen tot hulpverlening.

Het recht tot toegang dient uiteraard te worden georganiseerd binnen de perken van de specifieke behoeften en opdrachten van de O.C.M.W.'s en met inachtneming van de regelen van gegevensbescherming die zijn voorgeschreven door artikel 11 van de voormelde wet van 8 augustus 1983.

Bespreking van de artikelen

Artikel 1 machtigt de secretaris en de ontvanger en de door hen aangewezen ambtenaren en beambten om toegang te hebben tot de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9° en tweede lid opgesomde gegevens van de wet van 8 augustus 1983 alsmede tot hun opeenvolgende wijzigingen.

De machtiging van de secretaris en de ontvanger sluit aan bij de hun wettelijk toegewezen opdracht, waarbij de ontvanger voor de uitvoering ervan persoonlijk verantwoordelijk is. Om die reden wordt hij benevens de secretaris aangeduid als gemachtigde persoon die zelf binnen zijn dienst personen kan aanwijzen die rechtstreeks toegang mogen hebben.

In aansluiting op het advies van de Raad van State worden er in de tekst preciseringen aangebracht met betrekking tot de secretaris en de ontvanger.

Hieromtrent dient het volgende te worden weerhouden :

1° Het is de bedoeling van de regering om een gelijkaardige regeling uit te werken inzake machtiging van de secretaris en van de ontvanger; de interpretatie van de verklaring van de gemachtigde van de regering, waarvan sprake in het advies van de Raad van State, als zou de machtiging niet gelden voor de door de raad aangewezen waarnemende ontvanger, berust op een misverstand; de tekst voorgesteld door de Raad van State wordt bijgevolg gecorrigeerd;

2° Het is tevens niet de bedoeling van de regering om — zoals uit het advies van de Raad van State blijkt — de bijzondere ontvanger, waarvan sprake in artikel 96 van de organieke wet rechtstreeks te machtigen; niettemin wil de regering deze bijzondere ontvanger niet uitdrukkelijk van machtiging uitsluiten — zoals de Raad van State dit voorstelt — teneinde de mogelijkheid open te laten voor de secretaris om deze bijzondere ontvanger als ambtenaar aan te duiden.

Artikel 2 preciseert dat de bekomen persoonsgebonden informatiegegevens slechts mogen worden gebruikt voor doeleinden van intern beheer en niet mogen worden meegedeeld aan derden tenzij dit nodig is om de doeltreffende werking van de administratie te bevorderen. Onder « gebruik voor intern beheer » wordt onder meer de circulatie van de informatiegegevens binnen de diverse diensten van de betrokken instelling begrepen, zelfs indien het diensten betreft die niet krachtens een aanwijzing door de secretaris of ontvanger een rechtstreeks toegangsrecht tot het Rijksregister hebben verkregen.

Teneinde herhaalde en dus overbodige ondervragingen van het Rijksregister te vermijden en een coherente administratie te verzekeren, is het evenwel noodzakelijk de mededeling van de bekomen gegevens aan een aantal limitatief opgesomde categorieën toe te laten. Deze categorieën worden, onder de bepaalde voorwaarden, niet als derden beschouwd zodat het verbod van externe mededeling hier niet speelt. De machtiging om de informatiegegevens mee te delen maakt binnen het gestelde kader een overdracht, desgevallend op magnetische dragers, van deze gegevens aan de betrokken categorieën mogelijk.

Il s'agit en l'occurrence des catégories suivantes :

1. Les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations (et leurs représentants légaux).

Il est évidemment logique d'autoriser les C.P.A.S. à s'adresser aux personnes concernées par ces informations en utilisant et en leur communiquant celles-ci, dès lors d'ailleurs que l'article 10, alinéa 1er, 1^o, de la loi du 8 août 1983 précitée autorise ces personnes (ou leur représentant légal) à s'adresser à la commune dans laquelle elles sont inscrites au registre de la population pour obtenir communication des informations qui les concernent et qui sont enregistrées dans le Registre national.

2. Les autorités publiques et les organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi du 8 août 1983.

Il se justifie à l'évidence d'autoriser, dans le chef des titulaires de l'autorisation visés à l'article 1er, la communication des informations ainsi obtenues aux autorités publiques et aux organismes (y compris donc tous les C.P.A.S.) qui ont obtenu eux-mêmes par une disposition réglementaire expresse, l'autorisation d'accéder à ces informations enregistrées par le Registre national.

Il serait, en effet, sans pertinence d'interdire à un C.P.A.S. de communiquer, dans le cadre des relations administratives nécessaires au traitement des dossiers, à d'autres C.P.A.S., autorités ou institutions autorisés à accéder au Registre national, de telle manière que ces derniers soient systématiquement contraints à consulter à leur tour le Registre national (par exemple, changements d'adresse, décès).

Il convient que les C.P.A.S. puissent correspondre entre eux, dans le cadre de procédures écrites, en utilisant les informations obtenues, dans la limite de leurs compétences respectives et pour les besoins de l'administration.

Cette communication est également autorisée dans l'éventualité où un C.P.A.S. confie, en sous-traitance, des travaux nécessaires pour l'accomplissement de ses tâches telles qu'elles sont définies, à un autre organisme visé à l'article 1er, à une autorité publique ou à un organisme désignés en vertu de l'article 5 de la loi du 8 août 1983 précitée.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,

Mme M. SMET

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale, le 21 septembre 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « réglant l'accès au Registre national des personnes physiques, en ce qui concerne les centres publics d'aide sociale », a donné le 23 septembre 1987 l'avis suivant :

1. Le projet a pour objet d'autoriser l'accès au Registre national des personnes physiques aux secrétaires et aux receveurs des centres publics d'aide sociale, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents de ces centres, désignés par les personnes précitées. Le projet trouve son fondement légal dans l'article 5, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

2. Les termes « le secrétaire » et « le receveur » d'un centre public d'aide sociale, tels qu'ils sont employés à l'article 1er, appellent quelques précisions.

De bedoelde categorieën zijn de volgende :

1. De natuurlijke personen op wie de informatiegegevens betrekking hebben (en hun wettelijke vertegenwoordigers).

Het spreekt uiteraard voor zich dat de O.C.M.W.'s dienen te worden gemachtigd om gebruik te maken van de informatiegegevens in hun betrekkingen met de persoon waarop deze gegevens betrekking hebben, en om deze gegevens aan deze laatste mee te delen. Temeer daar deze persoon (of zijn wettelijke vertegenwoordigers) overeenkomstig artikel 10, eerste lid, 1^o van de voormelde wet van 8 augustus 1983 gemachtigd is om zich tot de gemeente waar hij is ingeschreven in het bevolkingsregister, te wenden ten einde mededeling te bekomen van de hem betreffende informatiegegevens die zijn opgeslagen in het Rijksregister.

2. De openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983.

Het is logisch de houders van de in artikel 1 bedoelde machtiging toe te laten de bekomen informatiegegevens mee te delen aan de openbare overheden en de instellingen die zelf krachtens een uitdrukkelijke reglementsbevestiging gemachtigd worden toegang te hebben tot de in het Rijksregister opgeslagen informatiegegevens (met inbegrip dus van alle O.C.M.W.'s).

Het zou immers geen steek houden aan een O.C.M.W. te verbieden de informatiegegevens waarover ze noodzakelijkerwijze dient te beschikken, mee te delen, in het kader van de administratieve betrekkingen die nodig zijn voor de afhandeling van de dossiers, aan andere O.C.M.W.'s, overheden of instellingen die zelf het recht hebben van toegang tot het Rijksregister zodat deze laatste systematisch zouden worden verplicht op hun beurt het Rijksregister te consulteren (bijvoorbeeld adresveranderingen, overlijden).

De betrokken O.C.M.W.'s en instellingen moeten bij hun onderlinge briefwisseling in toepassing van wettelijk voorgeschreven procedures de bekomen informatiegegevens kunnen gebruiken, binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden en overeenkomstig de noden van de administratie.

De mededeling van de gegevens is eveneens toegestaan indien een O.C.M.W. bepaalde werken, noodzakelijk voor de vervulling van haar taken in onderaanneming toevertrouwt aan een openbare overheid of een instelling aangewezen krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,

Mevr. M. SMET

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 21 september 1987 door de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot regeling van de toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, wat de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreft », heeft op 23 september 1987 het volgend advies gegeven :

1. Het ontwerp beoogt aan de secretarissen en de ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsmede aan de door die personen aangewezen ambtenaren en beambten van de genoemde centra toegang te verlenen tot het Rijksregister van de natuurlijke personen. Het vindt zijn rechtsgrond in artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

2. Wat in artikel 1 onder « de secretaris » en « de ontvanger » van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn moet worden verstaan, vergt enige precisering.

Selon les déclarations du délégué du Gouvernement, ces termes visent également le secrétaire temporaire désigné en cas d'empêchement du titulaire ou de vacance de l'emploi, en application de l'article 45, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, ainsi que le fonctionnaire qui assume temporairement les fonctions de receveur en cas d'empêchement ou d'absence du titulaire, en application de l'article 115, § 2, alinéa 2, première phrase, de la loi du 8 juillet 1976. Par contre, l'article 1er du projet ne sera applicable, ni au receveur spécial qui peut être nommé sur la base de l'article 96 de la loi du 8 juillet 1976, ni au fonctionnaire qui, en l'absence d'un remplaçant désigné par le receveur ou d'un receveur intérimaire, est délégué en application de l'article 115, § 2, alinéa 2, deuxième phrase, afin d'accomplir les actes visés à l'article 115, § 2.

Ces intentions devraient ressortir plus clairement du texte de l'article 1er. On pourrait, par exemple, préciser la rédaction de cette disposition comme suit : « ... les secrétaires et les receveurs des centres publics d'aide sociale, à l'exception des receveurs spéciaux nommés en application de l'article 96 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale mais y compris les personnes qui exercent les fonctions de secrétaire ou de receveur en application, respectivement, des articles 45, § 2, et 115, § 2, alinéa 2, première phrase, de la loi du 8 juillet 1976, ainsi que les fonctionnaires et agents désignés en raison de leurs fonctions par les secrétaires ou receveurs titulaires ou intérimaires visés ci-dessus... ».

3. Le projet autorise également à accéder au Registre national « les fonctionnaires et agents désignés par (le secrétaire ou le receveur) en raison de leurs fonctions ».

Il va sans dire qu'en désignant les membres du personnel qui auront accès au Registre national, les secrétaires et receveurs devront avoir égard, non seulement à l'intérêt du service, mais aussi, et surtout, aux intérêts des personnes auxquelles les informations enregistrées au Registre national sont relatives et au droit qu'ont ces personnes de voir ces informations utilisées avec discrétion. Ils devront, dès lors, limiter le nombre de ces désignations et ne pourront désigner que des membres du personnel qui occupent des fonctions d'un certain niveau.

4. La rédaction de l'article 1er pourrait, par ailleurs, être améliorée comme suit :

Il y aurait lieu d'écrire « de leurs tâches » au lieu de « des tâches ».

Dans le texte néerlandais, il conviendrait d'écrire : « ... wordt aan ... toegang verleend tot ... » au lieu de « ... worden ... gemachtigd toegang te hebben ... tot ».

Le membre de phrase « sans préjudice de l'article 2 du présent arrêté » alourdit inutilement le texte.

L'expression par trop elliptique « aux seules informations » est plutôt gênante, dès lors que le but premier du projet est d'autoriser certaines personnes à accéder au Registre national. La restriction que le mot « seules » entend apporter ressort d'ailleurs à suffisance du fait que l'accès au Registre national ne leur est autorisé que pour les informations qui sont clairement indiquées dans le projet.

Enfin, il se recommande de ne mentionner les membres du Gouvernement dont la compétence s'étend à plusieurs secteurs, que dans la seule qualité en laquelle ils agissent dans le cas particulier. Dans la formule de proposition, dans l'exécutoire et dans la formule de contreseing, il conviendrait, dès lors, de ne mentionner le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique qu'en sa seule qualité de Ministre de la Fonction publique.

La chambre était composée de :

MM. :

P. Vermeulen, président;

J. Nimmegeers; W. Deroover, conseillers d'Etat;

J. Gijssels; J. Herbots, assesseurs de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Nimmegeers.

Le rapport a été présenté par M. M. Van Damme, auditeur.

Le greffier,
F. Lievens.

Le président,
P. Vermeulen.

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, worden daarmee ook bedoeld de tijdelijke secretaris die bij verhindering van de titularis of bij vacature van het ambt wordt aangesteld met toepassing van artikel 45, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsmede de ambtenaar die in geval van verhindering of afwezigheid van de ontvanger het ambt tijdelijk waarneemt met toepassing van artikel 115, § 2, tweede lid, eerste volzin, van de wet van 8 juli 1976. Artikel 1 van het ontwerp zal daarentegen niet gelden voor de bijzondere ontvanger die op grond van artikel 96 van de wet van 8 juli 1976 kan worden benoemd, noch voor de ambtenaar die, bij ontstentenis van een door de ontvanger aangewezen vervanger of een waarnemend ontvanger, met toepassing van artikel 115, § 2, tweede lid, tweede volzin, wordt aangewezen om de handelingen bedoeld in artikel 115, § 2, te verrichten.

Artikel 1 zou die bedoelingen duidelijker moeten weergeven, wat bv. zou kunnen gebeuren door de redactie van die bepaling als volgt te preciseren : « ... de secretarissen en de ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met uitsluiting van de bijzondere ontvangers benoemd met toepassing van artikel 96 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, maar met inbegrip van de personen die het ambt van secretaris of dat van ontvanger waarnemen met toepassing van respectievelijk de artikelen 45, § 2, en 115, § 2, tweede lid, eerste volzin, van de wet van 8 juli 1976, alsmede de door de hiervoren bedoelde titelvoerende of waarnemende secretarissen of ontvangers wegens hun functies aangewezen ambtenaren en beambten ... ».

3. Het ontwerp verleent ook toegang tot het Rijksregister aan « de ambtenaren en beambten door (de secretaris of de ontvanger) aangewezen om reden van hun functies ».

Het behoeft geen betoog dat de secretarissen en de ontvangers bij het aanwijzen van personeelsleden die toegang tot het Rijksregister zullen hebben, niet alleen rekening zullen moeten houden met het belang van de dienst, maar ook en vooral met de belangen van de personen waarop de in het Rijksregister opgenomen informatiegegevens betrekking hebben en het recht van die personen op het discreet gebruik van die gegevens. Zij zullen derhalve het aantal van zulke aanwijzingen beperkt dienen te houden en alleen personeelsleden kunnen aanwijzen die functies van een bepaald niveau bekleeden.

4. In artikel 1 kunnen ook nog de volgende redactionele verbeteringen worden aangebracht.

Men schrijve « hun taken » in plaats van « de taken ».

In de Nederlandse tekst schrijve men « ... wordt aan ... toegang verleend tot ... » in plaats van « ... worden ... gemachtigd toegang te hebben ... tot ».

De zinsnede « onverminderd artikel 2 van dit besluit » verzwakt nodeloos de tekst.

De te elliptische uitdrukking « tot uitsluitend de informatiegegevens » werkt storend, vermits het ontwerp er in de eerste plaats op gericht is aan bepaalde personen toegang tot het Rijksregister te verlenen. De met het woord « uitsluitend » beoogde beperking blijkt overigens voldoende uit het feit dat alleen toegang tot het Rijksregister wordt verleend m.b.t. de in het ontwerp duidelijk aangegeven informatiegegevens.

Ten slotte kan nog worden opgemerkt, dat het aanbeveling verdient de leden van de Regering wier bevoegdheid zich over verschillende sectoren uitstrekt, alleen te vermelden met de hoedanigheid waarin zij in het bedoelde geval optreden. Men vermeldde derhalve in het voordrachtformulier, in het uitvoeringsformulier en in de medeondertekening, de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt enkel met zijn hoedanigheid van Minister van Openbaar Ambt.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Vermeulen, voorzitter;

J. Nimmegeers; W. Deroover, staatsraden;

J. Gijssels; J. Herbots, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd overzien onder toezicht van de H. J. Nimmegeers.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Van Damme, auditeur.

De griffier,
F. Lievens.

De voorzitter
P. Vermeulen

9 DECEMBRE 1987. — Arrêté royal réglant l'accès au Registre national des personnes physiques en ce qui concerne les centres publics d'aide sociale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1er;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Exclusivement pour l'accomplissement de leurs tâches et dans les limites des législations, qu'ils sont chargés d'appliquer, les secrétaires et les receveurs des centres publics d'aide sociale, y compris les personnes qui exercent les fonctions de secrétaire ou de receveur en application respectivement, des articles 45, § 2, et 115, § 2, alinéa 2 de la loi du 8 juillet 1976, ainsi que les fonctionnaires et agents désignés en raison de leurs fonctions par les secrétaires ou receveurs titulaires ou intérimaires visés ci-dessus, sont autorisés à accéder aux informations mentionnées à l'article 3, alinéa 1, 1^o à 9^o et alinéa 2 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1er ne peuvent être utilisées qu'à des fins de gestion interne. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas des tiers pour l'application de l'alinéa 1er :

1^o les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations et leurs représentants légaux;

2^o les autorités publiques et les organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi du 8 août 1983 précitée;

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,

Mme M. SMET

9 DECEMBER 1987. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, wat de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreft

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Uitsluitend voor het vervullen van hun taken en binnen de perken van de wetgevingen met de toepassing waarvan ze belast zijn, wordt aan de secretarissen en de ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de personen die het ambt van secretaris of dat van ontvanger waarnemen met toepassing van respectievelijk de artikelen 45, § 2 en 115, § 2, tweede lid, van de wet van 8 juli 1976 alsmede de door de hiervoren bedoelde titelvoerende of waarnemende secretarissen of ontvangers wegens hun functies aangewezen ambtenaren en beambten, toegang verleend tot de informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o, en tweede lid van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Art. 2. De informatiegegevens bekomen met toepassing van artikel 1 mogen slechts gebruikt worden voor doeleinden van inwendig beheer. Zij mogen niet worden medegedeeld aan derden.

Voor de toepassing van het eerste lid zijn geen derden :

1^o de natuurlijke personen op wie de informatiegegevens betrekking hebben en hun wettelijke vertegenwoordigers;

2^o de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van voormelde wet van 8 augustus 1983;

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 december 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,

Mme M. SMET

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,

Mevr. M. SMET

F 87 — 2502

10 DECEMBRE 1987. — Arrêté royal réglant pour l'année 1987 la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale entre les centres publics d'aide sociale de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, notamment les articles 75 et 78;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 105, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1976 instituant un Fonds des communes, notamment les articles 1er et 2;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 1982 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région bruxelloise;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1987 fixant, pour l'année 1987, le pourcentage du Fonds des Communes attribué à la Région bruxelloise, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'Aide sociale;

N. 87 — 2502

10 DECEMBER 1987. — Koninklijk besluit tot regeling voor het jaar 1987, van de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976, inzonderheid op de artikelen 75 en 78;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 105, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1976 tot instelling van een Gemeentefonds, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 1982 tot vaststelling van de regelen inzake omslag van het deel van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Brusselse Gewest toevalt;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1987 tot vaststelling, voor het jaar 1987, van het percentage van het aan het Brusselse Gewest toegekend Gemeentefonds, tot spijziging van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn;